

la Commission d'enquête sur la mise en valeur des régions métropolitaines de Calgary et d'Edmonton. Ils n'écouteront pas, sans doute, aussi me comprendront-ils rien. Les conclusions du rapport paraissent au chapitre 10, pages 14 et 15. Je ne prendrai pas tout mon temps de parole pour lire ce texte, mais il me semble important que nos amis se rendent compte que le rapport est fondé sur l'exploitation de l'industrie pétrolière en Alberta et sur l'influence que cela aura pour le reste des Canadiens. Voici un extrait qui a trait à la mise en valeur des ressources et à l'expansion urbaine:

Mais ce qu'on oublie, c'est que toute exploitation importante des ressources naturelles amène un accroissement bien plus grand des villes que l'expansion qui se fait dans le domaine agricole, forestier ou minier.

Puis il y a la croissance indirecte qu'il ne faut pas oublier.

Je suis bien convaincu que, dans les régions où se fabriquent les instruments aratoires, on se rend bien compte que l'industrie des instruments aratoires n'existerait pas sans l'agriculture de l'Ouest. Poursuivant notre lecture, nous constatons que la même chose va s'appliquer et s'applique en fait à l'industrie pétrolière. Je poursuis la citation:

De même, dans la vague de prospérité que l'Alberta a connue après la guerre, grâce au pétrole et à la construction, le gros de l'accroissement démographique qui en est résulté s'est produit ailleurs, notamment aux États-Unis et dans l'Est du Canada.

La province de l'Alberta n'a pas bénéficié de cette grande augmentation démographique, si ce n'est dans une certaine mesure. Elle a eu lieu ailleurs, notamment aux États-Unis et dans l'Est du Canada. Que personne ne vienne dire que l'industrie pétrolière n'atteint pas le reste du Canada et singulièrement l'Est.

Le dernier paragraphe, page 15, se lit ainsi qu'il suit:

En outre, sur une somme d'environ 360 millions (à l'exclusion des versements faits au gouvernement) placée dans les entreprises pétrolières en 1952 dans la province, environ 44 millions seulement semblent avoir été dépensés directement dans la province.

Où suppose-t-on que le reste a été dépensé? A Tombouctou ou à un autre endroit du même genre? Il a été dépensé ici même, dans l'Est canadien, et aux États-Unis. Ne prenons pas une attitude puérile à cet égard. L'honorable député de Vancouver-Kingsway a dit qu'on avait été mis au défi et je suis convaincu qu'il l'a dit en toute bonne foi. Il est revenu à la Chambre pour chercher à nous faire parler avec un certain bon sens au lieu de nous chamailler comme des enfants au sujet de la procédure. Nous avons en ce moment une tâche à accomplir dans notre pays. Je dis qu'elle doit être accomplie

dès maintenant, non pas dans 40 ans d'ici après l'avènement de l'âge atomique, et à un moment où l'Alberta renferme un septième des approvisionnements mondiaux de charbon et compte encore dans son sous-sol un approvisionnement de gaz pour 50 ans.

J'affirme que l'opposition empêche l'adoption du projet de loi pour des motifs politiques. De temps à autre, elle a donné lecture d'extraits d'articles politiques puisés dans tous les grands journaux de notre pays. Comme les éditoriaux ne reflètent que les opinions d'un homme, je vais citer un autre rédacteur. Il est vrai qu'il vient de l'Alberta, où il publie son journal. Heureusement,—j'allais dire malheureusement,—nous avons eu l'avantage en Colombie-Britannique et en Alberta de ne pas voir les journalistes appuyer le parti du Crédit social; personne ne peut donc m'accuser de présenter une version créditiste de l'affaire. L'extrait en cause provient du *Canadian* de Camrose; il est daté du 23 mai 1956. On y aborde le problème en question. Voici l'avis du rédacteur d'un petit journal, qui habite une petite ville dont il connaît toutes les nuances d'opinions. On lit dans cet article de tête:

Sans prétendre connaître toute l'histoire, nous savons que s'il faut transporter du gaz albertain en Saskatchewan, au Manitoba, en Ontario et dans Québec sans le tragique retard de trois ou quatre ans environ, le gouvernement fédéral doit venir à la rescousse. Bien que nous soyons conservateurs de nom en politique, nous ne pouvons approuver l'opposition, que le chef de l'opposition, M. Drew, fait à cette mesure.

M. Ellis: Il vous a fallu du temps pour le trouver.

M. Hahn: Non, on me l'a envoyé. L'honorable député a cité le *Leader-Post* de Regina, l'autre soir; il a aussi lu un éditorial sur le socialisme en Saskatchewan et sur la politique de cette province en matière de gaz, puis il a dit que dans Rosetown-Biggar, le gaz naturel se vendait 90c. Demandez aux gens de Maple-Creek quelle est la situation à l'égard du gaz naturel.

Le député de Regina ne peut rien m'apprendre sur la Saskatchewan. J'y ai vécu pendant quelques années et je sais quelle est la situation relative au gaz dans cette province aussi bien qu'en Alberta. C'est beaucoup plus qu'on puisse dire de lui, car il en bénéficiera pour la première fois tandis que moi j'en bénéficie depuis de nombreuses années.

Je cite de nouveau:

Bien que nous soyons conservateurs de nom en politique nous ne pouvons approuver l'opposition que le chef que l'opposition M. Drew fait à cette mesure. Nous estimons que l'opposition fait bien d'exiger qu'on lui fournisse tous les faits et tous les chiffres afin que tous les intéressés puissent se renseigner...